

Dans le cas qui nous occupe, toutes les « explications » sur la « rareté du travail qualifié en Russie » ne justifient ni n'expliquent l'appropriation des revenus, qui soi-disant en résultent, par la bureaucratie, *sauf si l'on se réfère au caractère de classe de l'économie russe, c'est-à-dire au monopole exercé par la bureaucratie sur les conditions de la production en général, et de la production du travail qualifié en particulier.* Lorsque l'on a compris la structure de classe de la société russe, tout s'explique et même tout se « justifie » du même coup. Mais cette justification — analogue à celle que l'on peut donner historiquement du régime capitaliste et en définitive même du fascisme — ne va pas très loin. Elle s'arrête là où commence la possibilité de la classe exploitée à renverser le régime d'exploitation — qu'il s'intitule « République Française » ou « Union des Républiques Socialistes Soviétiques » — possibilité dont le seul test est l'action révolutionnaire elle-même.

BABEUF ET LA NAISSANCE DU COMMUNISME OUVRIER

Babeuf est le premier exemple du militant formulant une doctrine socialiste cohérente, et luttant pour une révolution « plébéienne », condition indispensable à ses yeux pour réorganiser l'économie et la société. Ces ébauches du premier parti et de la première doctrine communistes ont pour nous une grande importance : elles nous permettent de saisir de quelle façon s'est élaborée la pensée révolutionnaire. Elles sont d'autre part, l'occasion d'une analyse concrète de la liaison entre le militant révolutionnaire et la classe ouvrière, dans une périodique historique donnée (1).

Avant d'envisager ces problèmes historiques, il est nécessaire de préciser notre conception de base. Il est bien évident, que l'on ne peut pas considérer l'idéologie d'une classe comme un simple reflet de ses conditions matérielles d'existence. On ne peut pas davantage, considérer le rapport entre l'existence matérielle et l'idéologie comme une série d'actions et de réactions entre ces deux pôles. Nous pensons que la lutte de classe est une unité, c'est-à-dire, qu'il existe une identité profonde entre l'idéologie des classes et leur vie matérielle. L'idéologie exprime sur un plan différent et avec ses moyens propres ce qu'est la réalité de la classe dans les rapports économiques. C'est pour ces raisons, que nous avons voulu décrire tous ces traits de la physionomie ouvrière à la fin du XVIII^e siècle. La nécessité d'examiner en détail la doctrine des Égaux nous a conduit à séparer l'analyse de l'idéologie, mais la présence d'un premier chapitre assez développé, les constantes allusions qui y sont faites dans la deuxième partie tendent à recomposer le tableau complet des classes exploitées à l'aurore du capitalisme.

I. — *Les classes exploitées de 1879 à 1796.*

L'accession de la bourgeoisie au pouvoir a aggravé encore les souffrances et l'exploitation des paysans pauvres et des artisans, sans changer sensiblement la situation des ouvriers des premières usines modernes. Si nous examinons ces couches

(1) Ce travail a fait très largement appel aux ouvrages remarquables de Daniel Guérin : *La Lutte de Classe sous la Première République*, et de Maurice Dommanget.

sociales assez disparates, c'est qu'elles ont toutes fourni leur contingent à l'armée du prolétariat révolutionnaire et que leurs diverses conceptions ont joué un grand rôle dans l'élaboration des premières doctrines communistes.

Les paysans pauvres formaient de loin la plus importante de ces catégories. Il y a au village, un grand nombre de journaliers ou de « ménagers ». Ils ne possèdent qu'une misérable chaumière, un jardin et parfois un petit champ, ils doivent louer quelques parcelles, mais ils ne peuvent vivre que grâce à l'exploitation des communaux, aux aumônes ou aux communautés d'habitants, groupements de solidarité et d'entraide. Ils s'opposent vigoureusement aux seigneurs, mais aussi, à la bourgeoisie. S'il est difficile de connaître exactement leur situation, on entrevoit, cependant, à travers les règlements des intendants de la période précédente, leur lutte contre les « laboureurs » (les paysans les plus aisés qui possèdent seuls un attelage) qui leur font payer trop cher le travail de leurs chevaux et qui monopolisent les fermes. On aperçoit, d'autre part, dans les cahiers de paroisses, les protestations contre l'immixtion des bourgeois des villes dans la communauté rurale (bourgeois qui essaient d'acheter les communaux, qui spéculent sur les grains, qui concentrent les fermes). Ces protestations seront surtout exprimées par les curés de campagne, ceux que Maurice Dommanget (2) appelle les « curés rouges ». L'un d'eux, exprime très nettement les solutions proposées par les paysans pauvres : « Les biens vont être communs, il n'y aura qu'une cave, qu'un grenier où chacun prendra tout ce qui lui sera nécessaire » (3).

Mais les aspirations de ces paysans pauvres doivent pour prendre une forme plus achevée, recouper les désirs des exploités des villes. Les seules doctrines qui aient joué un rôle politique, celle des Enragés, comme plus tard celle des Égaux, se sont développées dans un milieu urbain; il faut donc examiner avec plus de soin la situation des compagnons et des ouvriers.

En 1789, les couches sociales liées à la production industrielle sont bouleversées par l'introduction des techniques nouvelles. À côté des artisans, plus ou moins encadrés dans les corporations, à côté de l'industrie manufacturière, peu différente d'un groupement d'artisans sous une direction unique, deux nouveaux types d'établissements se développent : la fabrique dispersée et l'usine moderne. La fabrique dispersée qui existait depuis longtemps pour la laine et la soie se développe grâce aux machines à filer élémentaires. On voit de nombreux métiers émigrer vers la campagne (4). Toute différente, l'usine moderne se développe dans l'industrie cotonnière, métallurgique et minière. Dans le coton, les entreprises les plus puissantes

(2) Maurice Dommanget : *Jacques Roux, le Curé rouge*, Ed. Spartacus.

(3) Maxime Leroy : *Le socialisme en Europe des origines à nos jours*.

(4) Charles Ballot : *L'introduction du machinisme en France* (1929).

regardent l'impression sur toile. Parmi ces manufactures (une centaine), quelques-unes dépassent largement le millier d'ouvriers : 2.300 pour l'une d'elles en Alsace (5). La filature est moins concentrée : une quarantaine d'usines moyennes employant de 20 à 800 ouvriers. La métallurgie rassemble une série de petites forges autour de quelques usines modernes, le type le plus net est présenté par l'usine du Creusot avec 1.400 salariés. Enfin, les mines présentent quelques types isolés mais puissants d'entreprises capitalistes classiques : par exemple, la compagnie d'Anzin groupe 4.000 ouvriers et 12 machines à vapeur (6).

Nous avons donc des types très variés d'ouvriers : à côté des « maîtres » hostiles aux règlements et assez proches dans certains cas de la bourgeoisie, les compagnons groupés en sociétés secrètes (29 métiers comportent des sociétés compagnoniques, sortes de sociétés d'entraide tendant à jouer un rôle de répartiteur de main-d'œuvre [7]), les ouvriers des manufactures plus ou moins privilégiés dans le domaine économique, mais étroitement surveillés par la police, les ouvriers ruraux qui effectuent une liaison très importante entre les paysans pauvres et les ouvriers d'usine, ces derniers étant de beaucoup les plus exploités et les plus malheureux (songez que Oberkampf, distribuait en 1790 218.792 livres de salaire, mais qu'il empochait 673.657 livres de bénéfices [8]).

Ces diverses couches sociales sont très cloisonnées à la veille de la Révolution. Le manque d'instruction, l'isolement politique et géographique, les superstitions, les traditions, etc... font que la conscience ouvrière dépend très étroitement des conditions de production. On constate généralement que les ouvriers d'usine sont écrasés par leur situation; encore peu habitués à la machine, travaillant 16 à 18 heures par jour, féroce exploités, ils n'ont guère d'idées personnelles et sont considérés comme des personnes à la charge de la société (9).

Les compagnons, au contraire, sont bien organisés, leur technique d'un niveau parfois très élevé leur façonne un esprit beaucoup plus hardi, ils savent s'opposer nettement aux bourgeois : par exemple à Paris, une pétition signée par 150.000 ouvriers conclut : « nos députés ne seront pas nos députés » (10); à Reims, les ouvriers en laine se réunissent isolément dans les « États du IV^e ordre » et discutent des problèmes politiques dès 1788 (11).

(5) *Ib.*

(6) G. Lefranc : *La Révolution et les Ouvriers dans la Révolution Française*. Institut Supérieur Ouvrier, Paris, 1939.

(7) Jean Jacques : *Vie et Mort des Corporations*, Ed. Spartacus, p. 93.

(8) Ch. Ballot, *ib.*

(9) Loriguet : *Cahier de Doléances, du Pas-de-Calais*. Arras, 1889. Voir notamment les *Cahiers des Paroisses Minières de Fiennes et d'Hardinghem*.

(10) G. Lefranc, article cité.

(11) G. Laurent. Un Conventionnel ouvrier : J.B. Armonville. Dans *Annales historiques de la Révolution Française* (1924).

Mais sur le plan économique, compagnons et ouvriers se rejoignent dans les mêmes réactions élémentaires : exaspérés par la misère, le chômage impitoyable, ils protestent contre l'introduction des machines, s'opposent à leur utilisation et parfois les brisent : à Falaise en 1788, à Rouen à trois reprises durant l'été 1789, puis à Roanne, Saint-Etienne et Lille en 1790; à Troyes et à Paris en 1791 (12).

Ces réactions élémentaires vont s'atténuer dans les années suivantes, alors qu'une forme plus élevée de lutte de classe se propage : la grève. En effet, la révolution va unifier également la classe ouvrière, mais elle l'unifie d'abord dans la misère. Les chefs d'industrie émigrent, les industries de luxe s'arrêtent, mais c'est surtout la guerre qui aura des conséquences capitales. Elle conduit, en effet, à l'inflation avec pour corollaire, la rareté et la cherté des vivres, elle amène le brassage des travailleurs : formation des corps de volontaires, transfert de la main-d'œuvre des industries de luxe ou de consommation moyenne, dans les industries de guerre ou les industries alimentaires. La grande œuvre du Comité de Salut Public sera de développer l'industrie métallurgique : le nombre des laminoirs augmente, des aciéries nouvelles se créent, des usines sont installées pour fabriquer des outils et des armes (en tout une quinzaine d'usines en province et une multitude d'ateliers à Paris ainsi que trois foreries à vapeur). D'autre part de grandes minoteries à vapeur sont installées, l'industrie chimique moderne se constitue, l'industrie cotonnière se maintient tandis que les productions artisanales reculent. Après les constituants qui se sont préoccupés de libérer l'industrie (lois de 1791 supprimant les corporations, les règlements de fabrication, les privilèges des brevets, l'organisation des compagnons), le Comité de Salut Public s'efforce de développer le machinisme et d'encourager l'industrie (concessions gratuites de locaux, remises de prisonniers anglais expérimentés, formation d'une commission des arts et manufactures, création d'établissements pilotes). Cette politique est menée en favorisant les grands industriels bourgeois, elle accélère la concentration industrielle, aussi les ouvriers prennent-ils nettement conscience de leur opposition au pouvoir étatique et de leur solidarité : des grèves nombreuses éclatent dans la fin de l'année 1793 et le printemps 1794 (13). Mais cette main d'œuvre, encore instable peu habituée à sa vie en usine, frappée essentiellement par la disette des produits alimentaires va surtout se grouper sur le plan du quartier et la lutte va se dérouler beaucoup plus entre affamés et accapareurs qu'entre ouvriers et patrons. L'organisation qui mène cette lutte, c'est l'assemblée de section : tous les soirs les citoyens du quartier se réunissent et discutent de la situation générale.

(12) Ch. Ballot, ouvrage cité.

(13) Daniel Guérin. Tome 2, chap. 12.

Quand les assemblées n'eurent plus le droit de se réunir en semaine, les citoyens les plus actifs formèrent des sociétés populaires de section coordonnées par un Comité central des sociétés populaires. Mais cette forme était encore confuse : ouvriers, compagnons, artisans y sont mêlés étroitement et les intérêts de ces diverses couches sociales ne sont pas distingués. C'est ce qui explique que les maîtres artisans purent faire avorter la lutte au printemps de 1795.

Mais déjà les idéologies nées au milieu des paysans pauvres se précisent. C'est là, le grand apport des Enragés en particulier. Si la lutte quotidienne pour la réglementation et la protection des consommateurs fait que les accapareurs et les politiciens complices sont le plus souvent visés des leurs singulières n'en apparaissent pas moins dans les écrits de Jacques Roux et notamment le manifeste des Enragés (14). Il y montre le vide des grandes formules, l'opposition des classes (il fait appel à « la classe la plus laborieuse de la société », « les lois ont été cruelles à l'égard du pauvre, parce qu'elles n'ont été faites que par les riches et pour les riches », « les riches seuls ont profité depuis quatre ans des avantages de la révolution »). Il laisse pressentir la nécessité d'une seconde révolution, mais ne sait opposer à Robespierre que la Constitution de 1793 et à la bourgeoisie la création de magasins nationaux où tous les produits devraient être déposés et où les prix seraient fixés au concours, ou encore la confiscation au profit des volontaires et des veuves des trésors acquis depuis la révolution par les banquiers et les accapareurs.

En même temps que les Enragés, quelques Lyonnais proposaient des plans beaucoup plus complets pour réorganiser la société. Lange, notamment, préconise la création de sortes de coopératives aussi bien pour la consommation que pour la production; malgré son opposition aux mouvements populaires, il est vraisemblable qu'il a eu une influence sur les sans-culottes lyonnais.

Cependant, ces divers réformateurs n'étaient dans le meilleur des cas que des agitateurs isolés s'ignorant mutuellement ou même se jalousant. Aucune organisation véritable ne coordonnait leur action ni ne permettait une élaboration théorique approfondie. L'idéologie révolutionnaire ne dépasse pas la communauté des biens. La réaction de la fin de l'année 93 et surtout la politique thermidorienne vont amener un recul ou tout au moins une stagnation dans la pensée communiste. C'est seulement après l'échec des émeutes de la fin du printemps 95 et le grand brassage des leaders révolutionnaires dans les prisons que va se manifester une doctrine communiste cohérente : la doctrine des Egaux.

(14) Maurice Dommanget : Jacques Roux, le Curé rouge.

II. — La doctrine et l'organisation révolutionnaire des Egaux.

La doctrine semble avoir pris une forme définitive dans les prisons où se sont rencontrés Babeuf, Germain, Buonarotti, Bodson, Fiquet, Massart et Debon entre autres. Babeuf connaissait d'autre part Darthé et Sylvain Maréchal (15). C'est au sein de ce groupe, grâce à une active correspondance, à des discussions nombreuses que les idées communistes se sont précisées. Quelle est la part de chacun de ces membres ? Il est difficile de le préciser car les études de détail manquent sur la plupart de ces révolutionnaires. On sait, cependant, que Debon avait déjà écrit un livre sur la propriété et qu'il discutait fréquemment de ce sujet avec Babeuf; mais les trois théoriciens les plus importants sont : Sylvain Maréchal, Buonarotti et Babeuf. Sylvain Maréchal, poète anticlérical, était devenu journaliste et notamment dès 1791, un des principaux rédacteurs des « Révolutions de Paris ». Il est en relation directe avec Babeuf au plus tard en mars 93. Ayant toujours vécu misérablement, en contact étroit avec les ouvriers parisiens, il développera une théorie assez nette de la lutte de classe, de la grève générale, de la nécessité d'une autre révolution et de l'égalité réelle (16). Buonarotti, originaire d'une famille noble de Toscane a reçu une solide instruction. Adhérent enthousiaste au mouvement révolutionnaire, il a fait son expérience dans l'administration républicaine en Corse et en Italie occupée. Maurice Dommanget semble admettre qu'il « fut avec Babeuf, le grand théoricien et le véritable législateur des Egaux » (17), mais je suis incapable de distinguer son apport véritable.

Babeuf, enfin, a subi au cours de son existence, les influences les plus diverses, mais toutes venaient des diverses couches d'exploités ou des théoriciens cherchant à réformer la société dans un sens égalitaire. Dès le début de son existence, c'est l'influence de son père qui lui fait jurer de ressembler à Caius Gracchus, de Rousseau dont il cite les phrases suivantes : « le premier qui ayant enclos un terrain s'avisait de dire : ceci est à moi et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Gardez-vous de croire cet imposteur. Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits de la terre sont à tous et que la terre n'est à personne ». Mais surtout, son expérience personnelle lui fut d'une importance essentielle. Il est impossible de le noter plus nettement que Maurice Dommanget qui écrit : « c'est en arpentant les sillons et en observant les conditions d'existence des paysans picards, c'est en fouillant dans les vieux grimoires les origines de la propriété seigneuriale de son pays, c'est en gémissant sur la misérable situation des ouvriers de Roye au milieu desquels il vivait, que

(15) Maurice Dommanget : *Pages choisies de Babeuf*. Librairie A. Colin, Paris, 1935.

(16) Maurice Dommanget : *Sylvain Maréchal et Babeuf* dans la *Revue Internationale* n° 8.

Babeuf s'est forgé une conscience de classe, s'est élevée à l'idéal d'une société communiste » (18). Par la suite et jusqu'en janvier 1793, Babeuf devient un agitateur paysan remarquable. Il publie des brochures nombreuses (notamment le cadastre perpétuel qui est en partie un exposé de revendications transitoires vers le partage des terres), il orchestre magistralement des campagnes de pétitions, édite un journal de combat et crée un bureau de consultation pour renseigner les pauvres gens et réunir des dossiers concernant les exactions commises à leur détriment. Il participe même aux séditions, et quand il devient membre de l'administration révolutionnaire, il se sert de ses fonctions pour dénoncer hardiment les exploités, pour demander des réformes profondes (il sera chassé une première fois en 1791 pour avoir demandé le partage des terres dont les titres de propriété sont peu sûres). Il n'hésite pas à faire un faux par haine du riche et pour rendre service à des sans-culottes. De mars 93 à octobre 95, Babeuf complète son expérience en participant aux luttes des révolutionnaires parisiens, en discutant en prison avec les plus audacieux propagandistes et les militants les plus dévoués des « bras nus » parisiens. Il inspire les pétitions des citoyens de son quartier (la section du Muséum), il écrit à l'administration communale de Paris (lettres à Chaumette notamment) pour la pousser à agir selon les intérêts du peuple. Mais bientôt, il comprend que seuls ceux qui partagent ses idées peuvent transformer la société. Il va donc former la secte des Egaux.

Nous entrevoyons donc les diverses étapes traversées par la pensée de Babeuf. Sur le plan philosophique, il se dégage peu à peu de son déisme, pour devenir nettement athée en 1793. Parallèlement, les éléments de matérialisme se développent peu à peu; dès 1787, il a écrit : « il n'y a que la pratique qui peut perfectionner la théorie » (19) et, au même moment : « cette soi-disant découverte, comme beaucoup d'autres du ressort de la politique n'a dû naître qu'à la vue des faits » (20), mais il n'arrive pas nettement à indiquer le rôle des idéologies, par exemple il note : « ce sont les préjugés, enfants de l'ignorance, qui ont fait en tous temps le malheur des races humaines. Sans eux, tous les individus eussent senti leur dignité » (21). Ainsi la dignité égale des individus paraît être la raison essentielle de la lutte pour l'égalité des biens. Par la suite et en particulier dans le « Manifeste des plébéiens » écrit pendant l'hiver de 1795, il ne fondera plus sa société que sur l'étude de l'histoire, mais il dit encore que si l'inégalité s'est introduite, c'est à la suite « d'absurdes conventions » (22).

(17-18) Maurice Dommanget : *Pages choisies de Babeuf*, pp. 3 et 14.

(19) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 66.

(20) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 68.

(21) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 79.

(22) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 225.

Si on ne peut donc voir dans les écrits de Babeuf, une philosophie cohérente, il n'y en a pas moins des éléments remarquables et sa méthode de pensée, bien que toujours hésitante marque un grand progrès par rapport à celle des révolutionnaires de l'époque. Elle le conduit, notamment, à bien souligner la division de la société en classes. Dès 1789, il indique dans le « Cadastre perpétuel », que certaines professions paritaires permettent de dominer la société et il conclut : « Ceux qui les ont exercées n'en sont pas moins parvenus à se mettre en possession de tout : tandis que les hommes réellement essentiels par leurs travaux indispensablement nécessaires, en ont vu les salaires réduits presque à rien » (23). Il va hésiter quelques années entre le critère des fortunes et celui du rôle dans la production pour déterminer les classes. Voyez par exemple la « très humble adresse des membres de l'ordre des patards (sous) aux respectables citoyens de l'ordre du marc » (24) où il oppose les misérables aux gens fortunés. C'est évidemment un article de circonstance lié aux problèmes du cens électoral, mais en général, l'opposition entre pauvres et riches reste insuffisamment approfondie et il n'en est que plus remarquable de voir Babeuf se dégager progressivement des conceptions généralement admises par les plébéiens et arriver à une conception absolument nette quand il écrit à Germain : « Si j'observe ensuite la faible minorité qui ne manque de rien, en dehors de propriétaires terriens, je la vois composée de tous ceux qui se contentent... de raviver et rajeunir le complot à l'aide duquel on parvient à faire remuer une multitude de bras sans que ceux qui les remuent en retirent le fruit » (25). La liaison entre cette division de la société et le but à atteindre apparaît assez nettement, bien que Babeuf n'ait jamais put terminer le grand livre théorique qu'il projetait sur les problèmes de l'égalité. Dès la rédaction du « Cadastre perpétuel » ses idées sont précises : « Tous concourent donc suivant leurs moyens naturels respectifs, à procurer différents avantages à la société; tous devraient donc, ce semble, jouir d'une égale aisance dans cette société » (26). Le but ne variera pas, le « Manifeste des plébéiens » le formule en des termes plus nets, mais sans rien y ajouter : « assurer à chacun et à sa postérité telle nombreuse quelle soit, la suffisance, mais rien que la suffisance » (27).

Le moyen pour arriver à ce but, c'est la révolution. Babeuf ne se fait aucune illusion sur les solutions partielles. Dès 1787, il prévoyait la révolution et après l'expérience de Thermidor, il comprend la nécessité d'une seconde révolution qui établira une république plébéienne : « Je distingue deux partis diamétralement opposés, je crois assez que tous deux veulent la république,

(23) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 77.

(24) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 98.

(25-26) Maurice Dommanget, ouvrage cité, pp. 208 et 79.

(27) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 261.

l'un la désire bourgeoise et aristocratique, l'autre toute populaire et démocratique » écrit-il dans un numéro du *Tribun du Peuple*.

Cette république « populaire et démocratique » établira l'égalité de l'instruction et l'égalité des subsistances. Ces deux réformes ont pour lui une égale importance et cela traduit nettement les besoins les plus urgents du peuple de l'époque en même temps, d'ailleurs que cela exprime les conditions permanentes d'une marche vers le socialisme. Pour parvenir à l'égalité des subsistances, Babeuf a saisi, avec un sens très développé des interdépendances économiques, la nécessité d'agir aussi bien sur la production que sur la distribution. Ces préoccupations très modernes, ces problèmes que se posent toujours les militants révolutionnaires, ne pouvaient être évidemment exprimées avec la netteté que nous atteignons aujourd'hui, mais ils apparaissent constamment dans ses écrits, ils forment le fond de sa pensée; on le voit, dès 1787, préconiser l'augmentation de la production agricole, se passionner pour la communauté des biens, établir un système pour recenser les fortunes et après les contacts répétés avec le peuple de Paris, mettre en avant l'idée singulièrement neuve et hardie de l'organisation de la production. Le 30 novembre 1794, le *Tribun du Peuple* comportait ce paragraphe : « le seul moyen est d'établir l'administration commune, de supprimer la propriété particulière, d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît, de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun et d'établir une simple administration de la distribution ». Si les moyens ne sont pas décrits, si même on devine l'influence de la réglementation du Comité de Salut Public sur l'expérience de Babeuf, il n'en est pas moins remarquable de voir comment il dépasse ces premières ébauches d'organisation bourgeoise et avec quelle fermeté il trace les grandes lignes d'une organisation socialiste de la production.

Ces idées et celles de Sylvain Maréchal formèrent le fond plus solide de l'idéologie des Egaux. Peut-être, les Lyonnais membres de la conspiration l'ont-ils enrichie de l'expérience des canuts et de leurs porte-paroles. De toute façon, nous constatons, en examinant le manifeste des Egaux et les décrets concernant l'organisation de la société après la victoire (28) que les idées de Babeuf et de ses camarades se sont nettement clarifiées. Si l'égalité est encore le « premier vœu de la Nature » une nouvelle révolution est annoncée avec une vigueur jusque-là inégalée « la révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière ». Les écrits précédents de Sylvain Maréchal qui a rédigé ce manifeste, nous autorisent à dire que par

(28) Paul Louis : *Cent cinquante ans de pensée socialiste*, pp. 31, et suivantes.

grandeur, il entendait l'extension à l'échelle mondiale et par solennité l'approfondissement jusqu'au plan économique et social. Il dit, en effet, plus loin que cette révolution abolira la propriété et même l'Etat : « plus de propriété individuelle des terres ! La terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance commune des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde ». « Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés ! ». Ce n'est pas seulement une « rêverie », mais un programme d'action qui se délimite avec vigueur des programmes et des réalisations de la bourgeoisie : « Les chartes aristocratiques de 1791 et de 1795 rivaient tes fers au lieu de les briser. Celle de 1793, était un grand pas de fait vers l'égalité réelle : on n'en avait pas encore approché de si près, mais elle ne touchait pas encore le but et n'abordait pas le bonheur commun ».

Les décrets présentent un caractère encore plus frappant :

« 1. Les individus qui ne font rien pour la patrie, ne peuvent exercer aucun droit politique.

2. Ne font rien pour la patrie ceux qui ne la servent pas par un travail utile.

Décret économique :

1. Il sera établi une grande communauté nationale.

2. Elle a la propriété des biens nationaux non vendus, de ceux des ennemis de la révolution, des édifices publics, des biens des communes, des hospices, des biens négligés par les propriétaires ou usurpé par ceux qui se sont enrichis dans les fonctions.

3. Le droit de succession est aboli. Tous les biens reviendront à la communauté.

Travaux communs :

1. Tout membre doit le travail.

8. L'administration appliquera l'usage des machines et des procédés propres à diminuer la peine.

10. Le déplacement des travailleurs est ordonné par l'administration d'après la connaissance des besoins. »

Nous voyons donc, que les Egaux ont en vue, la création d'une véritable organisation socialiste, administrant et développant la production, utilisant systématiquement les découvertes et les techniques les plus avancées, prévoyant même une sorte de planification. Cette société serait instaurée à la suite d'une révolution grandiose des exploités et de l'application de réformes transitoires rapidement dépassées. Cette doctrine dépasse de beaucoup celle des révolutionnaires les plus avancés de 1793. Le « babouvisme » va d'autre part bien plus loin que les socialistes utopiques, il ne sera dépassé que par le

marxisme. Les mesures prévues ne seront appliquées que par les Bolchevicks. Il est frappant de voir que 122 ans avant la révolution d'Octobre, un prolétariat encore embryonnaire pouvait néanmoins hisser son avant-garde jusqu'au niveau d'une conception toujours actuelle. Seules les grandes lignes sont formulées avec netteté, mais elles ont si peu changé que nous devons employer les termes des discussions présentes pour en rendre compte; évidemment ces termes précisent des idées qui souvent se dégagent à peine d'un fatras d'expression confuses, mais parfois, tranchent avec la netteté d'une arme au milieu de rêveries humanitaires. Ce qui est particulièrement émouvant, c'est que cette doctrine ne fait qu'un avec la lutte des exploités : elle s'en dégage à tous moments pour éclairer les perspectives et y revient constamment pour impulser l'action.

L'organisation des Egaux est liée étroitement à cette doctrine et à la réalisation des buts qu'elle définit. Elle présente les mêmes caractères modernes que leur idéologie, mais n'a pu vivre sous sa forme la plus parfaite que quelques semaines. Après leur participation aux sociétés populaires, après la mise au point de noyaux clandestins dans les prisons, Babeuf tenta d'agir en accord avec les démocrates de gauche (Club du Panthéon, Lycée politique secret chez Amar), mais Babeuf marquait bientôt les différences : « Il ne faut pas que les plébiens se divisent, mais, quant aux simples républicains, ils ne sont pas de la famille : c'est une race bâtarde » (*Tribun du Peuple*, n° 35). Les Egaux se forment alors en parti révolutionnaire distinct (mars 96). Un Comité insurrectionnel se crée avec Babeuf, Maréchal, Lepelletier et Antonelle; quelque temps après, il s'adjoint Darthé, Buonarroti et Debon. Ce Comité a des agents dans tous les arrondissements de Paris; ils doivent répandre la presse (le *Tribun du Peuple* et un nouveau journal créé spécialement pour pénétrer les milieux populaires, beaucoup moins cher que le premier : l'*Eclaireur du Peuple*), faire lire les brochures, créer des « clubs familiaux » où quelques citoyens se réuniraient chez l'un d'eux, collecter des fonds, recenser des cachettes, dresser des listes de sympathisants, grouper des citoyens pour coller des placards et des affiches. Ils ne sont pas seulement des liens entre le Comité et le peuple, ils sont aussi les oreilles et les yeux de ce Comité : ils doivent, en effet, lui faire parvenir des notes sur l'état d'esprit des « bras nus », la situation dans les ateliers et par la suite de véritables statistiques sur les dépôts d'armes, les citoyens prêts à se battre, le détachements de police... bref, tous les renseignements militaires nécessaires à une insurrection. La liaison était effectuée entre les agents et le Comité par Didier qui rencontrait uniquement Darthé. Pour la province, un membre du Comité directeur est chargé spécialement des liaisons; des émissaires sont envoyés dans les diverses régions avec des brochures, pour diffuser les idées et regrouper les partisans, mais les listes

furent détruites et on ne connaît que l'action d'Armonville dans l'est et le nord du Bassin parisien (29).

Par la suite, un appareil militaire fut créé, divers agitateurs se spécialisèrent dans les détachements de la région parisienne, leur travail était coordonné par un Comité militaire insurrectionnel formé surtout d'anciens hébertistes; la liaison entre ce Comité et l'organisme politique était effectuée par Germain.

On croit voir les précautions, les calculs des militants traqués par la police; ces contre-mesures, ce cloisonnement des organismes, cette spécialisation du travail contrastent singulièrement avec l'inorganisation des groupes politiques de l'époque et témoignent d'une maturité exceptionnelle. L'énumération des tâches des agitateurs de quartier montre que les Egaux comprenaient l'importance d'une connaissance complète de la société, décelaient le grand rôle des travailleurs et savaient comment faire pénétrer dans la masse l'idéologie qu'ils élaboraient à partir de la vie même des classes exploitées.

La vigueur de ces conceptions, peut satisfaire pleinement un militant révolutionnaire; l'ampleur des responsabilités assumées peut l'étonner, et sans doute, la découverte, dans ces clubs familiaux de l'origine lointaine de la cellule locale le reconfortera. Une si belle ébauche doctrinale et organisationnelle, naissant en même temps que le prolétariat, montre, en effet, l'identité profonde des exploités et de leur tâche révolutionnaire. Elle témoigne irréfutablement de la capacité fonctionnelle du prolétariat à réaliser la société socialiste.

Mais, il faut bien noter que cette organisation n'était qu'une ébauche, qu'elle n'a vécu que deux mois, que ses créateurs la considéraient uniquement comme un instrument provisoire pour la prise du pouvoir et qu'enfin, ses membres n'avaient pas la cohésion idéologique indispensable pour que cette ébauche vive, se perfectionne et se développe. A côté de Babeuf et de Maréchal, authentiquement communistes, siégeaient Lepelletier et Antonelle, deux anciens nobles très riches, qui étaient beaucoup plus des hommes généreux que des militants révolutionnaires. Il n'est donc pas étonnant que le programme prévoie deux étapes nettement séparées (la Constitution de 1793, puis les réformes élagitaires) et non plus des mesures qui s'enchaînent très rapidement et mènent dans un délai très bref à la communauté des biens. En conséquence, la dénonciation des insuffisances de la Constitution de 93 est abandonnée et Babeuf, qui depuis quelque temps hésitait sur l'appréciation de Robespierre, en vient à le justifier. La lettre à Bodson du 28 février 93 (30) contient ces phrases inquiétantes: « je n'entre pas dans l'examen si Hébert et Chaumette étaient innocents. Quand cela serait, je justifie encore Robespierre. Ce dernier pouvait

(29) G. Laurent, article cité.

(30) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 285.

avoir à bon droit l'orgueil d'être le seul capable de conduire à son vrai but le char de la révolution ». « Un régénérateur doit voir en grand. Il doit faucher tout ce qui le gêne, tout ce qui obstrue son passage, tout ce qui peut nuire à sa prompte arrivée au terme qu'il s'est prescrit. »

Il paraît évident que l'influence des démocrates réussit à faire reculer une doctrine seulement ébauchée. Aussi la propagande met-elle en avant des thèmes moins hardis que ceux du manifeste des Egaux, inachevé et inconnu du public. Les idées furent surtout répandues par affichés; la mieux diffusée fut rédigée par Buonarroti et s'intitulait: « analyse de la doctrine de Babeuf »; si elle réclamait l'égalité de jouissance et d'instruction, proclamait le devoir de travailler, elle se contentait d'exiger la Constitution de 93 et la restitution du superflu détourné par les riches. Ce programme va beaucoup moins loin que l'ébauche mise au point en petit comité, l'attaque vise beaucoup plus la disproportion des fortunes que l'inégalité réelle.

Le terrain était donc préparé pour un compromis avec les derniers montagnards; il s'élabora, à la demande des militaires, au mois d'avril 1796. Était-ce pour préparer une action immédiate avec plus de chances de succès? C'est possible, car les babouvistes constataient une importante agitation populaire. Mais ils hésitaient, jugeant que la situation n'était pas mûre (31). L'insurrection de la légion de police, profondément influencée par eux, les incite à agir. Une réunion commune du Comité militaire et du Directoire secret de Salut Public eut lieu fin avril; le 8 mai les membres du Directoire rencontrèrent chez Drouet ceux d'un Comité clandestin formé d'anciens jacobins; le 9, le Comité militaire arrêta les dernières mesures, mais le 10, 47 des conjurés, avec notamment, la plupart des dirigeants furent appréhendés. Quelques jours plus tard, une machination policière permit d'en capturer 52 autres. Il n'y eut aucune réaction en leur faveur.

Comment expliquer un tel échec? La trahison d'un des militaires, les mesures de défense du Directoire n'ont qu'une influence secondaire. Le fait déterminant, c'est que la liaison avec les masses fut incomplète. Pour le voir, nous disposons de trois genres de renseignements:

- la couche sociale où se recrutaient les militants babouvistes;
- la pénétration de la doctrine parmi les « bras nus »;
- l'attitude des babouvistes en face des mouvements autonomes des ouvriers parisiens.

Les militants babouvistes sont recrutés dans des milieux très divers: ce sont des intellectuels qui ont partagé constamment les souffrances et les luttes des divers couches exploitées:

(31) Maurice Dommanget: *Babeuf et la Conjuración des Egaux*. Lib. de « L'Humanité », Paris, 1922.

Babeuf et Sylvain Maréchal, des hommes riches, mais généreux et sincèrement démocrates (Lepelletier et Antonelle ou Bertrand : riche manufacturier lyonnais), d'ex-fonctionnaires révolutionnaires de la grande époque : Darthé, Buonarroti, Javogues, etc... Les ouvriers ne se trouvent que dans les cadres inférieurs; Didier, l'homme de confiance, ancien teinturier puis serrurier depuis Thermidor, Armonville, l'agitateur rémois, ouvrier cardeur, qui durant son mandat à la Convention dut vivre du travail de sa femme, Ménessier ancien jardinier, Moroy, Guillem, tous trois agents actifs dans les arrondissements parisiens. Et même parmi ces cadres inférieurs, les ouvriers ne sont qu'une minorité. On voit donc, que l'élaboration de la doctrine est surtout l'œuvre de membres des classes moyennes. Ils connaissent certes les aspirations des exploités; ils ont de plus, une solide instruction et une expérience précieuse qui leur permettent de s'élever au-dessus des préoccupations immédiates, ils sont, enfin, en contact avec les dirigeants des précédents mouvements plébéiens, avec des militants ouvriers, actifs et conscients. Moroy, dans ses lettres à Babeuf, déclare : « la classe ouvrière est la plus précieuse de la société » (32). Mais, ces contacts sont insuffisants, et en définitive, la liaison entre les dirigeants révolutionnaires et les couches exploitées est encore imparfaite. A cette époque, où ces couches sont encore mal délimitées, c'est un phénomène tout à fait naturel et déjà, le simple fait qu'un lien profond ait existé prend une valeur essentielle : c'est la matérialisation des aspirations de la classe ouvrière vers sa libération totale.

Cet aspect de la liaison entre les babouvistes et les bras nus ne rend compte que d'une partie de la réalité. Les lettres enthousiastes reçues des départements (Mont-Blanc, Manche, Pas-de-Calais, etc...), l'argent expédié de diverses régions (33), les rapports de police d'avril 1796, signalant les rassemblements autour des placards babouvistes, montrent que l'influence des Egaux a largement dépassé Paris et qu'ils ont su exprimer également les revendications de paysans, et d'artisans des petites villes. Si l'on voit, ainsi, que le lien a plus de fibres que l'on ne supposait, des renseignements plus précis sur l'attitude babouviste ne le supposait, des renseignements plus précis sur l'attitude babouviste à Paris même, font ressortir l'insuffisance de sa qualité. En avril 96, les sans-culottes parisiens étaient tout à fait sceptiques à l'égard des politiciens. Les rapports de police indiquent : « le peuple n'est occupé que de ses moyens de subsistance » (34). Comme conclut Daniel Guérin : « la fermentation populaire était entièrement apolitique; elle prit la forme d'une lutte purement économique ». Les grèves sont en effet nombreuses, or c'est le moment où les Egaux masquent leur

(32) M. Dommanget : *Babeuf et la Conjuración des Egaux*, Paris, 1922.

(33) G. Walter : *Babeuf et la Conspiration des Egaux*, Paris, 1937.

(34) Daniel Guérin, ouvrage cité, t. 2, p. 261.

revendications sociales les plus hardies pour mettre au premier plan de leur agitation la Constitution de 93. Maurice Dommanget les juge donc très exactement quand il écrit (35) : « les babouvistes ne discernent pas le sens de l'activité spontanée des prolétaires. Ils négligent les incidents, les conflits qui mettent aux prises les ouvriers et les patrons. Ils n'en voit pas l'immense portée théorique et pratique et passent à côté sans en tirer profit ». Cette insuffisance, ce désir de donner aux masses des mots d'ordre au lieu de systématiser les leurs et de donner à la lutte une perspective plus vaste, montrent mieux que toute autre chose, la faiblesse de la méthode d'analyse babouviste qui échoue devant un problème pratique d'importance capitale. Il est vrai, que c'est l'un des plus délicats à résoudre et que les Egaux discernèrent un des éléments des aspirations ouvrières : la taxation des denrées de 1793, il leur manqua seulement d'apprécier son poids réel (36). C'est pourquoi, ils ne surent pas utiliser fermement leur front unique avec les démocrates de gauche : non seulement ils abandonnèrent leur programme maximum et se contentèrent de la Constitution de 1793 comme programme minimum, mais encore ils ne montrèrent pas la différence entre cette Constitution (promesse démagogique jamais tenue) et le gouvernement de 1793. Ces critiques vigoureusement exprimées par Daniel Guérin (37) ne peuvent cependant, revêtir la même importance que pour un parti contemporain.

Le groupe des démocrates de gauche était bien difficile à définir, et même actuellement nous l'analysons d'une façon tout à fait insuffisante; d'autre part, ce groupe était infiniment plus progressiste que de nombreux partis de gauche actuels; enfin, la tactique du front unique est une des plus difficiles à appliquer correctement. Il n'a donc rien d'étonnant que pour la première fois, alors que leur organisation était faible et mal délimitée, les Egaux aient trébuché.

L'échec avait eu lieu avant même l'arrestation. En effet, selon Walter, Babeuf n'assista pas à la dernière réunion des conjurés. Il n'était déjà plus d'accord, il pensait que cette « réunion de démocrates était sans force et sans moyen » : il rédigeait un appel pour inviter le peuple à ne pas se soulever prématurément. Il semble donc que les difficultés aient amené une désagrégation du groupe des Egaux. L'arrestation n'a fait qu'augmenter le désarroi. C'est en fonction de ce découragement qu'il faut comprendre la lettre de Babeuf au Directoire deux jours après son incarcération (38). Il propose au Directoire son appui pour lutter contre les royalistes, mais aussi essaye de faire pression sur lui : « Vous avez vu, citoyens

(35) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 66.

(36) Daniel Guérin montre nettement dans le § 18 de son 25^e chapitre, t. 2, p. 349, la nature des sentiments robespierristes du peuple.

(37) Daniel Guérin, ouvrage cité, pp. 357 et suivantes.

(38) Maurice Dommanget : *Pages choisies de Babeuf*, p. 298.

directeurs, que vous ne tenez rien quand je suis sous votre main... Vous avez à redouter toutes les autres parties (de la conspiration)... vous les frapperiez tout en me frappant et vous les irriteriez »! C'est une sorte de chantage : relâchez les Egaux et gouvernez « populairement » ou vous serez chassés soit par les patriotes, soit plutôt par les royalistes. Les directeurs ayant refusé d'entendre cet appel, il fallait essayer de sauver le maximum de conjurés. Des babouvistes décidèrent donc de cacher l'aboutissement communiste de leur programme (ils le purent, car Sylvain Maréchal était inconnu de la police et n'avait pas été arrêté, d'autre part, les écrits les plus nettement communistes n'avaient pas été saisis). Ils nièrent, également, toute idée de conspiration et de prise du pouvoir. Mais la justice bourgeoise sut frapper ses ennemis de classe; Babeuf et Darthé furent condamnés à mort, Buonarroti, Germain et trois des plus actifs agents d'arrondissement à la déportation.

La tactique de Babeuf avait doublement échoué : il succombait et il ne laissait aucun message explicite. Le seul témoignage utilisé au XIX^e siècle fut le livre de Buonarroti : « Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf » (Bruxelles 1808). Or, Buonarroti, de par son expérience précédente était le moins apte à développer les perspectives communistes de la doctrine. « L'analyse de la doctrine de Babeuf », rédigée par lui en 1796, montre déjà qu'il était bien plus près des démocrates de gauche que de Babeuf et de Maréchal. Aussi l'apport le plus original des Egaux a-t-il été perdu pour les socialistes qui précéderent Marx; mais pour nous, il revêt tout son sens. Nous voyons dans ce socialisme, qui tend déjà vers le socialisme scientifique, la convergence des aspirations des paysans et des ouvriers; nous y trouvons la preuve que prolétariat et communisme sont indissociables. Dès leur constitution en classes, les travailleurs entrevoyaient le terme naturel de leur marche. La mort de Babeuf, les insuffisances de son message, les tentatives de déformer sa pensée n'ont pu empêcher le communisme de se relever avec plus de vigueur en 1848. C'est là, une des plus importantes leçons que nous puissions tirer de cette étude : la pensée révolutionnaire prolétarienne ne suit pas une courbe régulièrement ascendante; au contraire, les périodes de recul ont été fréquentes et parfois très longues, mais chaque fois, le communisme s'enrichissait de l'expérience précédente et atteignait un niveau plus élevé.

Jean LÉGER.

DOCUMENTS.

L'OUVRIER AMÉRICAIN

(suite)

par Paul ROMANO

(traduit de l'américain)

Nous publons la suite du témoignage remarquable de l'ouvrier américain Romano, dont nous avons déjà donné, dans le numéro 1 de notre Revue, les deux premiers chapitres qui décrivaient les conditions générales d'existence des prolétaires américains, chez eux et au travail.

CHAPITRE III

LA VIE A L'USINE DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE

L'intensification du travail.

Au moment de la grève des téléphones, au printemps 1947, nous avons obtenu une augmentation de 11 cents 1/2 (1). Aussitôt la cadence des machines a été encore accélérée pour annuler cette augmentation. Lorsque nous l'avons obtenue, la plupart des ouvriers disaient que la Compagnie nous la ferait recrachter.

Avant, il arrivait que l'ouvrier ait la possibilité de fumer un peu plus souvent. Maintenant il doit passer sa journée à surveiller la machine, changer et nettoyer les outils. Les pauses sont plus courtes. Si bien que c'est un ouvrier encore plus épuisé physiquement et moralement qu'il ne l'était auparavant qui quitte l'usine chaque soir. Les instants de détente sont de plus en plus rares.

D'un autre côté, cependant, plus la machine va vite plus l'ouvrier cherche à la quitter, bien que cela augmente les risques de bousillage du matériel.

Dans de nombreux départements les ouvriers doivent maintenant conduire trois ou quatre machines là où, auparavant, un ouvrier n'en conduisait qu'une seule. Aussi il leur faut continuellement sauter de l'une à l'autre. Il ne se passe pas de jour sans que quelqu'un ne se plaigne d'être complètement épuisé.

Un ouvrier qui travaille sur une machine automatique à grande vitesse disait : « Je suis forcé d'en mettre un drôle de coup pour conduire une machine rapide. Tout le temps occupé à ranger les

(1) 38 francs environ au taux de change officiel.